

ROUBAIX, rue de la Concordia, 7, près la place du Trichon. — (Téléphone 461)

TOURCOING, rue Verte 53 (Téléphone 1570)

Siege administratif : Rue de Béthune, 27, à Lille (Téléphone 97)

PRIX DES ABONNEMENTS : Roubaix-Tourcoing : Trois mois : 4 fr. 50. — Un an : 18 fr. Nord et départements limitrophes Trois mois : 5 francs. — Un an : 20 francs

LE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain Quotidien

PRIX DES ANNONCES : ANNONCES... 0 fr. 25 la ligne... RECLAMES... 0 fr. 50... FAITS DIVERS... 0 fr. 75... LOCALES... 1 fr. 50

Les annonces seront reçues aux bureaux du journal à Paris, dans nos bureaux, 90, rue Talbot.

TÉLÉPHONE : A ROUBAIX : N° 051 | A TOURCOING : N° 1570 | A LILLE : N° 97

ELECTION SENATORIALE DU NORD

M. SCULFORT au Cerele Républicain de Dunkerque

M. Sculfort, candidat au Congrès républicain à l'élection sénatoriale du 21 juin, était jeudi soir l'hôte du cercle républicain de Dunkerque, où se trouvaient réunis pour l'entendre les délégués sénatoriaux de Dunkerque, de Malo et de quelques autres communes suburbaines de la région.

M. Jean Trystram, sénateur ; M. Georges Vancauwenbergh, conseiller général ; M. I. Monteuville, accompagnant le candidat.

Allocution de M. Défosse

M. Défosse, président du Comité républicain, a prononcé le premier discours pour faire connaître le but de la réunion et présenter M. Henry Sculfort aux délégués sénatoriaux. Il rappelle la décision du Congrès républicain départemental d'élire M. Sculfort candidat sénatorial. M. Sculfort est un homme de discipline, un homme de cœur, un homme de bien, un homme de bien.

Discours de M. Sculfort

M. Sculfort est un homme de bien, un homme de cœur, un homme de bien. Il expose dans un langage impeccable les idées les plus avancées de la netteté de ses vues, sa profonde érudition et la fermeté de ses déclarations ont fait une grande impression sur son auditoire.

Le souvenir de J.-B. Trystram

M. Sculfort évoque ensuite les souvenirs personnels qu'il a conservés de Jean-Baptiste Trystram, qui fut son collègue au Congrès républicain de Dunkerque. Il évoque ses souvenirs de la lutte pour la cause de nos écoles laïques, de son dévouement à la République, de son esprit de combat.

Opinions

Après avoir remercié M. Sculfort des déclarations qu'il vient d'apporter aux délégués sénatoriaux de Dunkerque, il est allé à l'interprète de tous les assistants en exprimant à M. Sculfort la satisfaction que tous ont éprouvée à l'audition de ses discours.

La Politique

Contre l'École laïque

Un arrêt du tribunal des conflits vient de confirmer l'arrêt de compétence rendu par la cour de Dijon, dans l'affaire de l'instituteur Morizot.

On connaît les faits. Cet instituteur a tenu dans son école, à l'occasion de son enseignement, en tout cas dans l'exercice de ses fonctions, des propos orduriers, de nature à éveiller dans le cerveau des enfants des idées lubriques ou à éveiller dans leur esprit des images dégradantes.

VIF DÉBAT A LA CHAMBRE

ON INTERPELLE SUR LE MAROC

Un ordre du jour de confiance est voté à une forte majorité

M. Brisson préside. Les tribunes sont comblées, beaucoup de brillantes toilettes aux premiers rangs des galeries.

Après le tirage au sort des bureaux, la Chambre aborde tout de suite la discussion des interpellations : 1° De M. Deschanel, sur la politique française au Maroc ; 2° De M. Deschanel, sur la politique du gouvernement au Maroc.

L'ALLEMAGNE ET LE MAROC

Les attaques de la presse allemande contre la France

Berlin, 19 juin. Le correspondant de l'agence Reuter a publié en tête du numéro de ce soir une lettre de Tanger où il est dit en substance : Moulay-Hafid a réussi à écarter complètement les désirs que, d'ailleurs en grande partie, réalisait dans le cercle des Français.

Graves incidents

DANS LA POLICE MARSEILLAISE

Un brigadier de police arrêté. — Deux agents de sûreté et six agents de la police secrète rétrogradés

Marseille, 19 juin. De graves incidents viennent de se produire dans le corps de la police de notre ville. Ils ont été causés par la rétrogradation de deux agents de la sûreté.

M. Brisson préside. Les tribunes sont comblées, beaucoup de brillantes toilettes aux premiers rangs des galeries.

Après le tirage au sort des bureaux, la Chambre aborde tout de suite la discussion des interpellations : 1° De M. Deschanel, sur la politique française au Maroc ; 2° De M. Deschanel, sur la politique du gouvernement au Maroc.

LA QUESTION DU MAROC

M. Gervais et la politique française

M. Gervais à la parole. Depuis les dernières explications du gouvernement sur la question du Maroc, de nouveaux événements ont surgi qui exigent des précisions sur notre politique dans ce pays.

Cette politique était déjà exposée par M. Delcassé le 19 novembre 1904. M. Delcassé avait montré l'importance du voisinage du Maroc pour nos possessions algériennes.

M. Deschanel et la politique du gouvernement

M. Paul Deschanel à la parole. Les événements récents ont été une situation nouvelle pour laquelle il faut nous expliquer. Chacun de nous a le devoir de prendre ses responsabilités.

Il s'agit d'une affaire si complexe, des flottements ont pu se produire. Il faut voir maintenant ce que nous allons faire.

M. Jaurès et la Tribune

Discours de M. Jaurès

M. Jaurès. — Le résumé des instructions envoyées au général Lyautey, la France prie le Maroc de respecter les conventions de 1901 et de 1902.

La communication faite aux puissances étrangères d'un projet de traité de paix, d'un projet de traité de commerce, d'un projet de traité de commerce, d'un projet de traité de commerce.